

Invité, Evincé ... Les dessous de la réalité du mal être paysan !

Par Jean LAUNAY - Député du Lot

Invité comme chaque année depuis 1998 par les Jeunes Agriculteurs du Lot à l'occasion de leur fête annuelle de la Terre, l'accès de la tribune officielle m'a été refusé par le Président départemental au moment de la remise des prix et des prises de parole.

Au delà de l'affront personnel que peut ressentir un élu du suffrage personnel (par ailleurs réélu à près de 60% lors de la dernière élection législative), il convient de s'interroger sur les raisons et les motivations d'une telle attitude ?

1 – Sur la forme et dans l'immédiat, c'est inexplicable et insupportable.

- Inexplicable aux centaines de présents à une manifestation traditionnellement bien organisée, avec des bataillons de bénévoles, amoureux de leur terroir et légitiment fiers de leurs savoir faire.
- Inexplicable à tous ceux qui n'y étaient pas et qui, du strict point de vue du fonctionnement démocratique, ont du mal à comprendre que le seul élu national présent à ce moment là du dimanche soit victime d'un délit de faciès !
- Insupportable aux autres élus départementaux et régionaux présents qui ont dès lors choisi de quitter la tribune et de ne pas s'exprimer. Qu'ils soient remerciés de leur spontanéité de leur geste et de leur amitié réconfortante !

Que les choses soient claires : un responsable élu, fût-il professionnel et jeune doit assumer ses actes. Mais au fond de moi, je me suis immédiatement demandé et je me demande encore aujourd'hui s'il n'a pas été téléguidé dans sa démarche par quelques aînés mal intentionnés politiquement à mon égard d'une part ou/et mélangeant sciemment d'autres sujets autrement plus graves, je veux parler des OGM.

2 – Dans le Lot, plus qu'ailleurs, nous avons tous été frappés par le geste de Claude Lagorse de Girac ; il y avait dimanche juste 3 semaines.

- Oui, j'avais décidé de participer au rassemblement organisé le dimanche 5 août par le collectif anti OGM du Lot. Je veux rappeler de la façon la plus ferme que ce pique-nique devait avoir lieu, dans le calme, sur un espace du domaine public.
- Oui, mon amitié avec Patrice VIDIEU est forte et date. Je veux l'assurer de ma solidarité car il a été violemment et injustement mis en cause la veille des obsèques de Claude Lagorse.
- Non, Claude Lagorse ne sera pas un martyr de la cause OGM, pas plus qu'un porte-parole posthume de la cause paysanne. Le suicide est un acte désespéré qui a aussi des ressorts personnels et affectifs.

De façon déterminée et claire, j'assume ma position : j'ai l'intuition que les OGM ne sont pas une bonne chose pour notre santé, pour l'équilibre de notre société dans le contexte de la mondialisation, et pour l'agriculture française qui est aujourd'hui dans une situation complexe et difficile.

3 – Et c'est ce mal vivre que je devine, que je côtoie qui explique probablement au fond la faute commise dimanche par ce jeune dirigeant.

- Mesures agro-environnementales, plan végétal environnement, agriculture raisonnée ... Nous assistons à une réelle évolution dans le vocabulaire employé dans le microcosme professionnel, administratif et politique de l'agriculture ; c'est la marque de l'évolution de la contrainte européenne que je considère à priori comme positive mais sur laquelle il convient bien évidemment de s'assurer des conditions d'application identique partout, sans que nos propres réglementations nationales n'ajoutent de la difficulté.
- Comment ne pas s'interroger non plus sur les mécanismes de la formation des prix agricoles ? La pression à la baisse est continue. Mais la réalité pour les consommateurs est loin de reproduire parallèlement les efforts demandés aux producteurs. Le fonctionnement des filières, le poids des intermédiaires, la tendance au monopole dans les groupes de distribution sont autant de facteurs qui nécessitent un vrai débat et une plus grande transparence.
Oui, en l'état, notre agriculture ne peut qu'être soutenue par des subventions publiques.
- La contrepartie de ce soutien doit être la qualité. Les agriculteurs l'ont compris, et les agriculteurs lotois en particulier. Mais alors, comment expliquer aujourd'hui au consommateur qu'on peut donner du maïs OGM à consommer à un futur porc label ?

Au total :

→ Une démarche vexatoire dont je me remettrai. Même si ce n'est pas ma considération de la politique de donner des coups, je n'ai aucune tendance naturelle à tendre la joue pour en prendre.

→ Un insidieux affaiblissement du souffle démocratique. Le manque de lucidité et la jeunesse ne peuvent expliquer à eux seuls que seuls deviendraient fréquentables les élus dont les collectivités allouent des budgets aux organisations et aux structures professionnelles. C'est oublier que l'Etat n'est ni de droite, ni de gauche et que les élus nationaux tirent leur légitimité du suffrage universel et participent par le débat à déterminer des politiques nationales, y compris pour l'agriculture.

→ Un débat public et national est indispensable sur les OGM. Les travaux de la mission d'information parlementaire présidée par mon ami et collègue Jean-Yves Le Déaut au printemps 2005 sont une base de départ concrète avec 60 propositions pour une approche progressive au cas par cas. Un moratoire sur la culture doit intervenir tant que le nouveau Conseil des biotechnologies ne sera pas mis en place : il sera chargé d'évaluer les risques sanitaires des OGM.

→ Une nécessaire prise en compte par le gouvernement des réalités agricoles de notre pays ; elles sont différentes et spécifiques selon les territoires.

Pour le Lot, qui a la chance d'avoir une mosaïque de productions animales et végétales, il faudra aussi veiller à l'adaptation entre ce qui est produit et la localisation des productions... l'eau, le karst sont aussi des facteurs à considérer pour établir des schémas productifs.